

Pour les Chambres d'agriculture, l'heure de la mutualisation des expériences

© 24/11/2014 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Un an avant la conférence internationale sur le climat, qui se tiendra à Paris en décembre 2015, les Chambres d'agriculture entendent promouvoir et déployer tous les efforts déjà engagés par le monde agricole pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais dans un contexte économique difficile, les efforts fournis par les agriculteurs doivent aussi être source de performance économique.



Sur son exploitation, Louis Ringô a constaté une avancée du début de sa récolte de blé de 18 jours en moyenne en 40 ans d'activité.
(©Terre-net Média)

« En quarante ans, la date de début de mes semis de betteraves a été avancée de 28 jours. Celle du début de la récolte de blé de 18 jours ». A 67 ans, Louis Ringô, producteur de grandes cultures aujourd'hui à la retraite a compilé pendant 40 ans différentes données sur son exploitation du Pas-de-Calais. Pour lui, le plafonnement des rendements en blé depuis la fin des années 80, de même que la tendance à la hausse pour les rendements de betteraves sont deux autres tendances influencées par **le changement climatique**.

« Subir des sécheresses à répétition et être obligé d'aller chercher du fourrage à l'autre bout de la France n'est pas tenable », résume Daniel Roguet, président de la Chambre d'agriculture de la Somme et référent national en charge des questions "climat air énergie".

Face à ce constat, le monde agricole n'est pas resté les bras croisés pour apporter sa contribution à **la réduction des émissions de gaz à effet de serre**. « En 20 ans, le secteur agricole a réduit ses émissions d'environ 20 % », a expliqué Christiane Lambert, vice-présidente de la Fnsea, lors de la journée nationale "l'agriculture face au changement climatique" organisée par l'Apca mercredi 19 novembre.

Allier réduction des Ges et performance économique

Outre les différentes études prospectives pour savoir quels seront **les effets des caprices du climat sur les exploitations agricoles**, comme le rapport AFClim du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, les actions concrètes sur le terrain ne manquent pas. « Même s'il est difficile d'inciter les agriculteurs à faire des actions sur leur exploitation », reconnaît Jean-Luc Gitton, vice-président de la Chambre d'agriculture du Cher.

« Pour les inciter, il faut leur donner une carotte », insiste-t-il. Autrement dit, les agriculteurs sont prêts à faire des efforts, mais à condition d'en tirer un bénéfice économique, surtout dans un contexte particulièrement volatil. Sauf que de nombreuses actions défendues par les politiques publiques, comme **la création d'unités de méthanisation** ou **l'implantation de haies**, de cultures intermédiaires ou de bandes enherbées, restent coûteuses pour l'agriculteur.



(©Inra)

« Un entretien mal géré des haies sur l'exploitation n'engendre que des coûts pour les agriculteurs, assure Dominique Bordeau, éleveur en Mayenne. Mais si c'est bien géré, une haie offre sur son emprise autant de marge brute qu'un blé ! »

Certaines mesures mériteraient davantage d'attention de la part des agriculteurs, d'après Sylvain Pellerin, directeur de recherche à l'Inra. Car leur impact est non négligeable sur la réduction des émissions de CO2 ou de NH4 et peut offrir un intérêt économique certain. Ajuster la dose d'engrais par localisation ou enfouissement, ou adopter l'écoconduite de ses engins permet de réduire sensiblement les coûts, d'après son rapport sur le potentiel d'atténuation des **émissions de Ges en agriculture**.

Dominique Bordeau, lui, a réintroduit des légumineuses dans son assolement et a supprimé le tourteau de soja pour l'alimentation de son troupeau. « Depuis 25 ans, nous mettons en place des mesures pour limiter notre empreinte carbone et qui sont sources d'économies. Notre production fourragère est bien plus résistante aux aléas climatiques. Nous constatons une amélioration constante de notre revenu grâce à une meilleure autonomie alimentaire. »

A l'échelle nationale, les initiatives entreprises à l'échelle d'un territoire – un département, un parc naturel régional – mobilisant des agriculteurs sont nombreuses, mais encore trop peu concertées. « En plus de les poursuivre, le monde agricole doit désormais mutualiser ses expériences et les faire partager par le plus grand nombre d'agriculteurs », explique Daniel Roguet. C'est tout l'enjeu auquel entendent répondre les Chambres d'agriculture. En 2014, le réseau des Chambres d'agriculture mobilise pas moins de 170 conseillers sur les enjeux énergies et changement climatique, soit 80 équivalents temps-plein.

En décembre 2015, Paris accueillera la conférence internationale sur le climat. « Nous devons être en mesure de montrer tout ce que l'agriculture française fait en faveur de la transition énergétique. Les Chambres d'agriculture s'engagent à accompagner agriculteurs et collectivités dans ce sens. »

A lire aussi :

[\[Dossier\] Changement climatique : Comment les agriculteurs pourront-ils lutter contre ?](#)

[Climat : La France appelle à « une mobilisation universelle et immédiate »](#)

[Frédéric Levraut : « les céréaliers doivent eux aussi s'adapter »](#)

[En savoir plus sur le changement climatique et ses impacts sur l'agriculture :](#)

[Changement climatique](#)